



DECLARATION COMMUNE CTL du 10/11/2015

Mr Le Président,

Le 18 novembre, est convoqué un comité technique de réseau (CTR) avec pour principal point à l'ordre du jour le budget de la Direction générale des finances publiques (DGFIP).

Pour 2016, il prévoit 2130 suppressions d'emplois et une nouvelle baisse du budget de fonctionnement, soit des mesures qui vont une fois de plus accélérer la dégradation des conditions de travail, les restructurations et affaiblir la capacité de la DGFIP à exercer ses missions.

Ces annonces interviennent alors qu'au surplus, la Direction générale refuse de communiquer ses choix en matière de restructurations et qu'elle envisage de remettre en cause certaines règles de gestion. A titre d'exemple, elle compte obliger les agents à demeurer 3 ans dans leur direction de première affectation après la réussite aux concours C et B et supprimer les mouvements complémentaires de mutation des agents A et B.

Les organisations syndicales représentatives de la DGFIP ont donc demandé audience aux Ministres.

Tout ceci a pour toile de fond le lancement de la retenue à la source, la mise en place de la réforme territoriale dans l'ambiance délétère d'un discours anti-fonctionnaires. Dans le même temps, le dialogue social aura rarement été aussi difficile à la DGFIP, au Ministère et à la fonction publique, notamment suite à la décision brutale du Premier Ministre d'imposer le protocole « PPCR » rejeté par des organisations syndicales représentant plus de 50% des fonctionnaires.

Nous exigeons d'autres choix pour la DGFIP :

- l'arrêt des suppressions d'emplois et la création des emplois nécessaires, le comblement des vacances d'emplois, des moyens financiers adéquats et l'arrêt des restructurations.
- des mesures d'urgence : respect des statuts particuliers et retrait du projet de déréglementation des règles de gestion, revalorisation des régimes indemnitaires et abandon du RIFSEEP, l'amélioration des conditions de travail.
- le maintien et le développement des missions de la DGFIP.
- le maintien et le développement d'un service public de qualité et de proximité.

Pour toutes ces raisons, les élus FO DGFIP, Solidaires Finances Publiques et CGT Finances Publiques, ne siégeront pas à ce Comité Technique et ils appellent l'ensemble des agents de tout grade de la DGFIP de Vendée à participer aux actions en cours et à se mettre massivement en grève le 18 novembre pour manifester leur opposition à toutes ces mesures.